

10 mai 2002 décret n°02-224/P-RM Portant approbation du marché relatif à la fourniture de bacs automoteurs destinés au franchissement de cours d'eau.....p526

décret n°02-225/P-RM Portant approbation du guide du protocole.....p527

décret n°02-226/P-RM Portant fixation du prix du carnet de passeport et des timbres y afférents.....p527

décret n°02-227/P-RM Portant statuts type des services privés de radiodiffusion sonore par voie HERTZIENNE Terrestre en modulation de fréquence.....p528

décret n°02-228/P-RM Portant nomination du Directeur National des Archives du Mali.....p530

décret n°02-229/P-RM Portant nomination d'un inspecteur à l'inspection générale des armées et services.....p530

décret n°02-230/P-RM Portant nomination d'un conseiller technique au secrétariat général du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau.....p531

décret n°02-231/P-RM Portant nomination d'un conseiller technique au secrétariat général du Ministère du Développement Rural.....p531

décret n°02-232/P-RM Fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du centre malien de promotion de la propriété industrielle.....p532

décret n°02-233/P-RM Fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale des Sports et de l'Education Physique.....p533

décret n°02-235/P-RM Déterminant le cadre organique de la recette générale du District de Bamako.....p537

decret n°02-236/P-RM Déterminant le cadre organique de la paierie générale du trésor.....p542

décret n°02-237/P-RM Déterminant le cadre organique de l'Agence Comptable Centrale du Trésor.....p545

10 mai 2002 décret n°02-238/P-RM Déterminant le cadre organique de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique.....p549

décret n°02-239/ P-RM portant convocation du collège électoral pour l'élection des députés à l'Assemblée Nationale.....p554

décret n°02-240/ P-RM portant ouverture et clôture de la campagne électorale à l'occasion de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale.....p554

décret n°02-241/ P-RM fixant le modèle de déclaration de candidature à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale.....p555

décret n°02-242/ P-RM fixant le montant des frais de participation à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale.....p556

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

15 mai 2002 décision n°016/P-CESC portant ouverture de la 6^{ème} session ordinaire du Conseil économique, social et culturelp557

décision n°017/P-CESC portant clôture de la 6^{ème} session ordinaire du Conseil économique, social et culturel p557

Annonces et communicationsp558

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRETS

DECRET N°02-216/P-RM DU 07 MAI 2002 PORTANT ABROGATION DU DECRET N°98-097/P-RM DU 24 MARS 1998 DETERMINANT LES MODALITES DE PARTICIPATION DE L'ETAT AU CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIETE MALIENNE DES PUIITS ET FORAGES S.A.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°98-013 du 19 janvier 1998 autorisant la participation de l'Etat au capital social d'une société anonyme d'économie mixte dénommée Société Malienne des Puits et Forages SA ;

Vu le Décret N° 02-132 /P-RM du 18 mars 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-135/P-RM du 19 mars 2002 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par les Décrets N°02-160/P-RM du 30 mars 2002 et N°02-211/P-RM du 25 avril 2002 ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Sont et demeurent abrogées les dispositions du Décret N°98-097/P-RM du 24 mars 1998 déterminant les modalités de participation de l'Etat au capital social de la Société Malienne des Puits et Forages SA.

ARTICLE 2 : La participation de l'Etat au capital de la Société Malienne des Puits et Forages S.A fixée à 20% du capital social, sera prélevée sur les produits de liquidation de l'Opération Puits.

ARTICLE 3 : La constitution de la Société interviendra dans les formes et conditions prescrites par les actes de l'OHADA en matière de création des Sociétés Anonymes.

ARTICLE 4 : Le ministre des Mines de l'Energie et de l'Eau, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre des Domaines de l'Etat, des affaires Foncières, de la Communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 7 mai 2002

Le Président de la République,

Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,

Modibo KEITA

Le ministre des Mines, de l'Energie

Et de l'Eau,

Aboubacary COULIBALY

Le ministre des Domaines de l'Etat,

des Affaires Foncières, de la Communication,

Mme BOUARE Fily SISSOKO

Le ministre de l'Economie

et des Finances,

Bacari KONE

DECRET N°02-217/P-RM DU 07 MAI 2002 PORTANT EXPROPRIATION DES TITRES FONCIERS N°2.215, 2.216 ET 1.476 DE BAMAKO.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°00-027/P-RM du 22 mars 2000 portant code domanial et foncier, modifiée et ratifiée par la Loi N°02-008 du 12 février 2002 ;

Vu le Décret N°02-132/P-RM du 18 mars 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-135/P-RM du 19 mars 2002 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par les Décrets N°02-160/P-RM du 30 mars 2002 et N°02-211/P-RM du 25 avril 2002 ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Font l'objet d'expropriation forcée, les Titres Fonciers N°2.215, 2. 216 et 1. 476 de Bamako, propriété du père Youssef (Joseph) Francis.

ARTICLE 2 : Le ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication est chargé, de l'application du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 7 mai 2002

Le Président de la République,

Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,

Modibo KEITA

Le ministre des Domaines de l'Etat,

des Affaires Foncières, de la Communication,

Mme BOUARE Fily SISSOKO

DECRET N°02-218/P-RM DU 07 MAI 2002 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE A TITRE ETRANGER

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi N°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu le Décret N°194/PG-RM du 17 septembre 1963 portant règlement d'Administration Publique pour l'application de la Loi N°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République ;

Vu le Décret N°93-375/P-RM du 12 octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des Ordres Nationaux.